

Turquie : vers un accord avec la Syrie pour voler des zones maritimes à la Grèce et à Chypre...

écrit par Jules Ferry | 27 décembre 2024

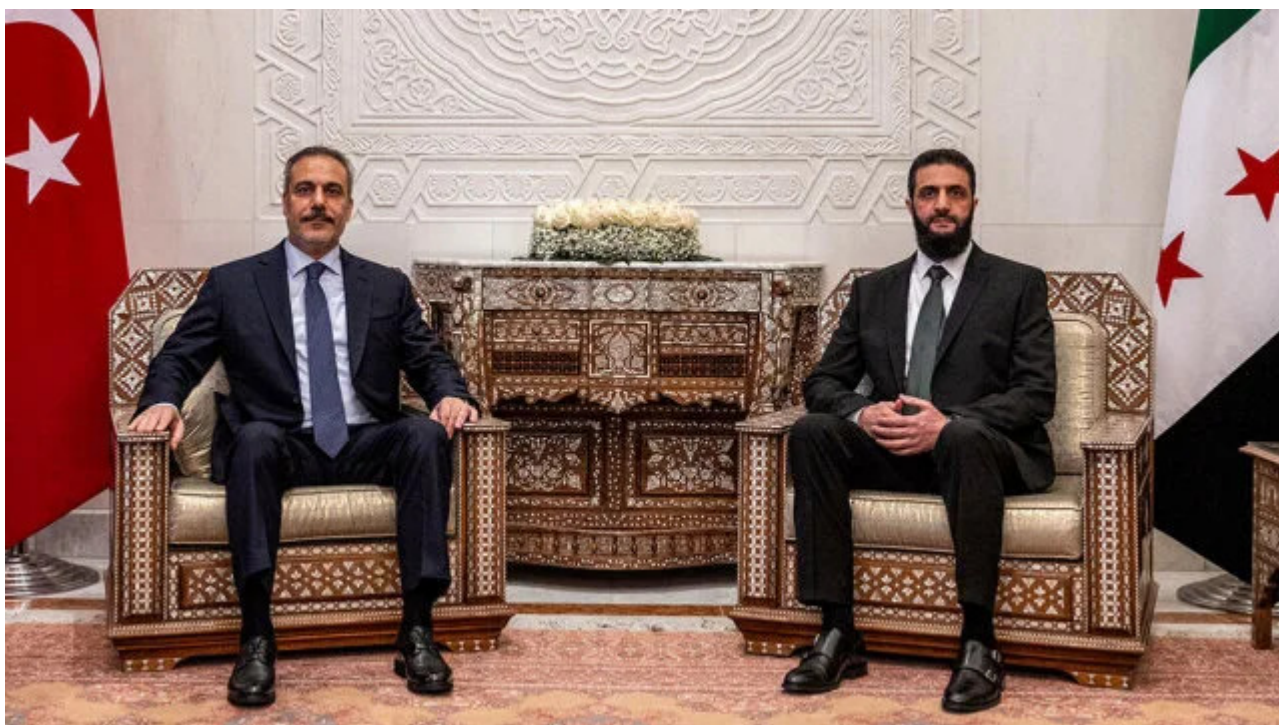


Photo : le ministre turc des Affaires étrangères rencontre le djihadiste Al Jolani à Damas

Les gouvernements grec et chypriote sont en état d'alerte, car la Turquie serait en négociations avec le nouveau gouvernement syrien pour la démarcation d'une zone économique exclusive (ZEE), selon les médias turcs .

Une zone économique exclusive (ZEE) est, d'après le droit de la mer, un espace maritime sur lequel un État côtier exerce des droits souverains et économiques en matière d'exploitation et d'usage des ressources naturelles.

[Greekcitytimes](#)

La dernier coup de la Turquie !

La Grèce et Chypre sont en état d'alerte après que les médias turcs ont rapporté qu'Ankara négociait un accord de délimitation de la frontière maritime avec le gouvernement syrien.

Ces informations suscitent de vives inquiétudes quant à la stabilité régionale et font écho aux tentatives antérieures de la Turquie de revendiquer de vastes pans de la Méditerranée orientale, au mépris des droits de la Grèce et de Chypre.

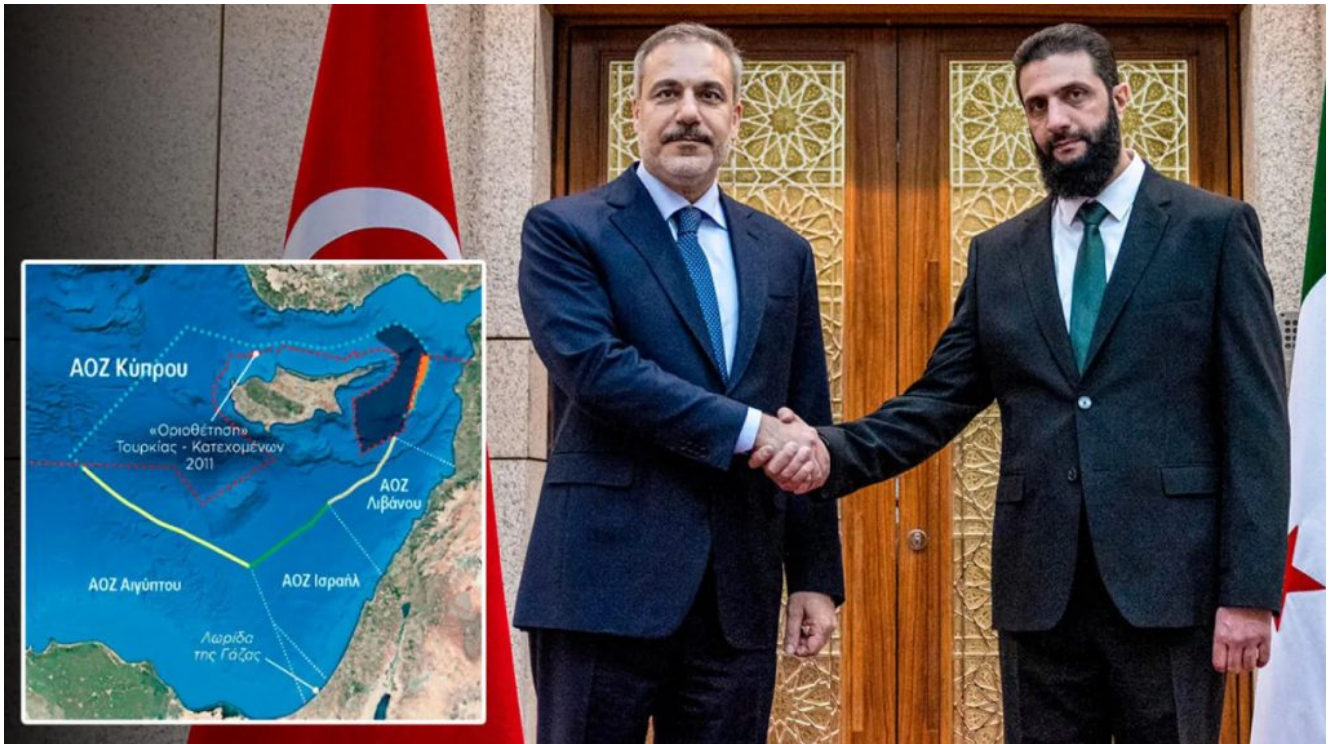
Cet accord avec la Syrie fait craindre un conflit régional.

Les médias turcs suggèrent que l'accord fait partie d'un plan plus large comprenant la démarcation maritime et la reconstruction des infrastructures syriennes.

Le ministre turc des transports, Abdulkandir Uraloglu, a déclaré que l'accord comprendrait la définition des zones maritimes et la reconstruction des aéroports, des chemins de fer, des routes et des télécommunications syriennes.

La Turquie semble tirer parti de l'évolution du paysage politique en Syrie, comme elle l'a fait avec la Libye, pour

conclure des accords avantageux.



Depuis des années, Ankara tente de s'appropriier l'ensemble de la zone nord-est de la Méditerranée en « effaçant » les droits de Grèce et Chypre .

L'amiral à la retraite Jihad Yajji et d'autres analystes turcs ont publiquement plaidé en faveur d'un accord sur la ZEE avec la Syrie, arguant qu'il profiterait à la fois à la Turquie et à la Syrie tout en sapant les revendications chypriotes grecques.

Des cartes diffusées dans les médias turcs illustrent la délimitation de la ZEE proposée par Ankara.

Ces développements ont suscité de vives réactions de la part de la Grèce et de Chypre. Le porte-parole du gouvernement chypriote, Konstantinos Letibiotis, a souligné que toute remise en cause des droits souverains de la République de Chypre constituait une violation du droit international. (...) Athènes et Nicosie se méfient toutes deux d'une répétition du conflit frontalier maritime de 2019. (...)

Voir sur RR : [Les réserves gazières de Chypre attisent les tensions entre l'Europe et la Turquie](#)